Nos projets d'avenir

Le présent numéro 401 de janvier 2006 est vraiment historique pour nous. Il nous rappelle que nous existons depuis 45 ans en partant de *Documents pour l'Action* précurseur de *Congo-Afrique* et dont le premier numéro a été publié en janvier-février 1961. Mais la présente numérotation date de janvier 1966 lorsque *Congo-Afrique*, publication du Centre d'Etudes pour l'Action Sociale (CEPAS), en a pris la relève. Le Congo-Kinshasa et l'Afrique constituent le titre et le cadre de nos préoccupations et les sous-titres *Economie, Culture et Vie Sociale* en indiquent et délimitent les centres d'intérêt proposés aux auteurs d'articles.

Dès 1961, nous entendions nous mettre au service de la République Démocratique du Congo, de sa grandeur et de sa prospérité, au service de son élite intellectuelle en politique, au pouvoir, dans les entreprises publiques ou privées, à son élite scientifique et ecclésiastique. En 1966, nous savions ce qu'attendait de nous cette élite. Elle nous demandait d'être informée sur les exigences du développement socio-économique ; d'aider les responsables de nos jeunes nations et de la société civile par l'analyse de leurs projets et pour la diffusion d'une information et d'une documentation concernant les techniques de développement. Les cinq ans d'existence de 1961 à 1965, nous ont permis de répondre à ces sollicitations et de définir l'objectif fondamental de notre revue : contribuer au développement harmonieux de la RDC et de l'Afrique par l'information et la réflexion sur les grands problèmes économiques, sociaux et culturels dont la solution conditionne le progrès authentique et judicieusement réparti.

Le développement, nous le concevions dans la droite ligne de l'objectif définie en son paragraphe 18 par le document des Nations-Unies intitulé : « *Stratégie internationale du développement pour la deuxième décennie des Nations-Unies pour le développement* » : « Comme le but ultime du développement est d'offrir des occasions toujours plus grandes d'amélioration des conditions de vie *pour tous*, il est essentiel d'assurer une répartition plus équitable des revenus et de la richesse, pour promouvoir tant la justice sociale que l'efficacité de la production, de relever sensiblement le niveau de l'emploi, d'améliorer la sécurité du revenu et d'étendre et d'améliorer l'enseignement, la santé publique, la nutrition, le logement, la protection sociale et de sauvegarder l'environnement. Ainsi les transformations qualitatives et structurelles de la société doivent aller de pair avec une croissance économique rapide, et les disparités existantes, qu'elles soient régionales, sectorielles ou sociales, doivent être sensiblement atténuées. Ces objectifs sont à la fois les résultats finals et les facteurs déterminants du développement. »

Nous concevions aussi ce développement en intégration spirituelle et culturelle des valeurs modernes du progrès et de la science en prolongement de ce que nos traditions ancestrales présentent comme valeurs sociales et communautaires appréciables. C'est ce qu'illustre depuis janvier 1966 la couvertu-

re de notre revue : l'intégration harmonieuse de la culture africaine en fonction du développement humain complet. Le symbole du travail industriel mécanisé, représenté par la grue chargeant une grume est mis en regard du travail humain de l'Afrique ancestrale représentée par la femme portant la nourriture et l'enfant appelé à devenir un homme.

Au fil des années et surtout à partir des années 90, il s'avère que chez nous comme en Afrique des nouveaux besoins naissent qui postulent des informations. Le besoin de changements institutionnels qui pousse nos peuples à aspirer à l'édification d'Etats de droit plus démocratiques et respectueux des droits de l'homme et de grandes libertés publiques ainsi que la bonne gouvernance.

Le besoin de repenser le développement africain exige une analyse critique de ce qu'a été le passé pour l'amener à une amélioration économique et une plus grande équité pour les générations présentes et futures. Tout cela fera partie de nos projets d'avenir que nous réaliserons avec nos partenaires et réseaux avec qui nous sommes en rapport. Les trois premiers articles de ce numéro 401 ont été sélectionnés dans cette voie.

Sous un titre très éloquent « *"Du plus-avoir" au "mieux-être" Vers de nouveaux indicateurs de richesse* », Florence Jany-Catrice nous introduit dans une manière de mesurer le développement avec des nouveaux indicateurs différents des anciens tels que le PNB, le PIB et l'IDH.

La présence des mouvements sociaux et la montée en puissance des pays émergeants y sont prises en compte. Il en est de même dans l'article suivant de Guy Verhaegen qui se pose la question « *La mondialisation, source de richesse ou de pauvreté ?* » En conclusion de l'historique qu'il fait de ce mouvement fort controversé, l'auteur propose la solidarité et le respect de la personne humaine comme valeurs à introduire dans la gestion du monde, et que cette tâche incombe à tous : mouvements écologistes, féministes, socialistes, religieux et humanistes.

Présentant enfin les « *Observations de la Cour des comptes sur les comptes de l'exercice 2003 de la RDC* », Léon de Saint Moulin relève ce paradoxe : « chacun a pu observer la relative stabilité de la monnaie nationale, malheureusement, elle n'empêche pas la misère de rester le lot de la majorité de la population ». Pourtant l'importance de celle-ci est manifeste comme le montre l'enquête « *audimat des médias* » menée à Kinshasa dans la Commune de Kisenso par l'équipe du Bureau d'exécution du Projet Fonds Social Urbain/Coopération Belge (PFSU/CTB) pour identifier les types de canaux d'information de la population afin de mieux communiquer.

Voilà dans quelles voies nous comptons nous engager à partir de 2006. Mais nous ne pouvons perdre de vue que "nos projets d'avenir" ne peuvent produire les fruits attendus s'ils ne sont pas portés par un vaste mouvement de conversion de tous ceux qui seront appelés à assumer des responsabilités dans la Troisième République.

CONGO-AFRIQUE